SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PREMIER MINISTRE CHEF DU GOUVERNEMENT
UNDER THE PATRONAGE OF THE PRIME MINISTER HEAD OF GOVERNMENT
Vivez la 5ème édition du Salon international de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire de Yaoundé
Yaoundé, Palais des congrès: du 23 au 29 Avril 2018
Info line : (237) 696 03 57 25 / 677 69 19 25 / 222 02 64 87 - Email: info@sialy.net site web : www.sialy.net
Salon International de l'Industrie Agroalimentaire de Yaoundé
Yaoundé International Agribusiness Exhibition
SIALY 2018
5ème Edition

400 F CFA

www.journalintegration.com

Intégration

LA TRIBUNE DES COMMUNAUTÉS

FIAC JJ -19

N° 313 du Lundi 05 au Dimanche 11 Mars 2018 - Directeur de publication : Thierry Ndong Owona

Cameroun

Pages 10 – 11

Comprendre le réaménagement gouvernemental du weekend dernier

- *Lire nos grilles et clés de lecture.*

Zone Cémac

Page 5

150 milliards pour redynamiser l'agriculture

Page 9

Agent secret : le métier au féminin dans les villes camerounaises

RCA

Page 5

Le tribunal pénal spécial se précise

FOTRAC 2018
9ème édition
Du 27 Juin au 07 Juillet
Foire Transfrontalière Annuelle de la Cemac
FOTRAC
Réseau des Femmes Actives de la Cemac
REFAC
Sous le haut Patronnage du Gouvernement du Cameroun
Et le Parrainage du Ministère du Commerce
Célébrons l'intégration régionale, la paix, la sécurité par la solidarité des peuples
KYE-OSSI (frontière Cameroun-Gabon-Guinée Equatoriale)
B.P: 17 192 Ydé - Cameroun / Fixe: (+237) 243 06 09 51 / Mobile: (+237) 696 50 99 50 / 677 55 59 42 / Email: refac2008@yahoo.fr

RÉCEPISSÉ DE DÉCLARATION N°010 / RDDP/ J12 /SAAJP *** TÉL : +237 676 20 37 09 / 699 93 10 42

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PREMIER MINISTRE CHEF DU GOUVERNEMENT

Vivez la 5ème édition du Salon international de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire de Yaoundé

INNOVATION

Forum National de l'industrie

Le Ministère des Mines, de L'Industrie et du développement technologique vous convie au premier Forum National de l'Industrie

SOUSCRIPTIONS EN COURS

Concernés
- LES AGRICULTEURS
- LES PORTEURS DE PROJETS
- LES INSTITUTS DE RECHERCHE
- LES FABRICANTS D'EMBALLAGE
- LES OPERATEURS DE FINANCEMENTS
- LES EQUIPEMENTIERS DU SECTEUR INDUSTRIEL
- LES INDUSTRIELS DU SECTEUR DE L'AGRO-INDUSTRIE
- LES OPERATEURS EN RECHERCHE DE PROCESS DE PRODUCTION
- LES OPERATEURS D'APPUI AU DEVELOPPEMENT
- LES OPERATEURS EN RECHERCHE DE FINANCEMENTS

(237) 242 02 64 87
696 03 57 25
677 69 19 25

MINMIDT GICAM OAPI Les Brasseries du Cameroun Intégration OSUCAM SEMRY rtv ASROC CDC EDC ART SOTICAM FERMENCAM NF Le Quotidien de l'économie SOPECAM

Salon International de l'Industrie Agroalimentaire de Yaoundé
Yaounde International Agribusiness Exhibition
SIALY 2018
5ème Edition
L'unique et le plus grand rendez-vous sous regional de l'Agroalimentaire
Du 23 au 29 Avril 2018
Esplanade du Palais des Congrès
www.sialy.net
info@sialy.ney

FIAC 2018
FOIRE INTERNATIONALE DES AFFAIRES ET DU COMMERCE DE DOUALA
INTERNATIONAL BUSINESS AND TRADE FAIR OF DOUALA

PLUS DE 500 ENTREPRISES VOUS Y ATTENDENT DÉJÀ !

Des animations commerciales diverses
50 artisans du Grand-Nord
Le Made In Cameroon à l'honneur
Un Grand café de 600 places assises
50 commerçants parmi les meilleurs du marché Mboppi
Des débats fédérateurs pour stimuler les techniques de vente

CONTACTEZ-NOUS: 222 214 415 / 675 293 591/ 699 93 95 88
Email : info@interprogress.org - website : www.fiacdouala.org

CHRONIQUE DES RELATIONS INTERNATIONALES

L'Afrique à plusieurs vitesses s'enracine !

Les dynamiques régionales du continent tendent à installer dans les esprits l'idée non pas d'une Afrique cohérente et unie dans le process de développement mais « des Afriques ». Les régions africaines connaissent des rythmes de mobilisations très différenciées, disparates et inégalitaires. Les mutations issues de ces dynamiques font laisser planer la conception d'une Afrique des ambitieux opposée à une Afrique des anxieux. Dans son rapport 2018 sur les perspectives économiques en Afrique, la Banque Africaine de Développement (BAD), dans ses estimations, le démontre déjà «*L'Afrique de l'Est demeure la sous-région dont la croissance est la plus rapide, elle devrait rester dynamique et atteindre 5,9 % en 2018, puis 6,1 % en 2019. L'Afrique du Nord a enregistré le second taux de croissance le plus élevé d'Afrique, il devrait s'accélérer pour atteindre 5,1 % en 2018, puis ralentir pour s'établir à 4,5 % en 2019. En Afrique Australe, la croissance devrait augmenter pour s'établir à 2 % en 2018 puis 2,4 % en 2019. Soutenu par l'augmentation de la production pétrolière et la croissance des rendements agricoles, la croissance en Afrique de l'Ouest devrait s'accélérer pour s'établir à 3,6 % en 2018 et 3,8 % en 2019. La région d'Afrique centrale a continué à enregistrer des résultats décevants malgré le rétablissement des prix du pétrole. La reprise modérée en République du Congo stimulera la croissance dans la région qui devrait se rétablir pour atteindre 2,6 % en 2018 et 3,4 % en 2019*».

Afrique de l'Ouest

Décidée à implémenter la feuille de route de son intégration économique, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) accélère le chantier de la création de sa monnaie unique. Après des atermoiements sur les agrégats techniques, les Chefs d'Etat Ouest-africains ont institué une task force pour approfondir davantage la réflexion. Lors de sa dernière rencontre en février, elle a permis l'adoption d'une Feuille de route révisée de programme de la monnaie unique prévu en 2020. Malgré des dissensions entre états notamment marquées par les soupçons du Nigéria sur la bonne foi des pays francophones, la monnaie de la CEDEAO (baptisée « ECO ») devrait être crée en 2020. L'axe déterminant et manquant demeure la convergence nécessaire (critères de convergence économique et monétaire) et la surveillance multilatérale. La Commission de la CEDEAO a, elle aussi, affirmé que la nouvelle monnaie ne serait adossée sur aucune devise régionale. Sa compétitivité et sa flexibilité devant s'apprécier par rapport aux grandes monnaies du monde principalement du marché international.

Zacharie Roger Mbarga

Orientale et Australe

Premier tandem de la régionalisation économique du continent africain et porte étendard des échanges intrarégionaux, l'Afrique méridionale constitue le premier nœud de la géoéconomie régionale africaine. D'un point de vue interrégional, la Communauté économique d'Afrique de l'Est (CAE), le marché commun de l'Afrique de l'Est et du Sud (COMESA) et la communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) capitalisent une zone de libre-échange tripartite depuis 2015. Celle-ci réunie 27 Etats africains, 650 millions de consommateurs et un Produit Intérieur Brut (PIB) global de 900 millions d'Euros. Dans le cadre de la réalisation de son agenda 2025, la CAE souhaite mobiliser 78 milliards de dollars pour développer ses projets d'infrastructures. 79% de ce budget total soit 62 milliards serviront à la construction de chemins de fer, de routes et à la mise en œuvre de plusieurs projets dans le secteur énergétique. Le partenariat de la BAD appuiera en outre la construction d'un centre régional d'excellence pour l'enseignement médical supérieur et la recherche. Le financement pourrait également s'organiser autour de l'émission des bons d'infrastructures sur le marché financier selon une piste avancée les Chefs d'Etat présents au sommet de Kampala (Ouganda). A ce jour, seuls 6% des fonds ont été réunis, soit environ 5 milliards $. Quant à l'Afrique centrale et à l'Afrique du Nord ?

Zacharie Roger Mbarga

CAMEROUN-ITALIE

Evolutions et espérances

Au terme d'une évaluation de leur partenariat, le gouvernement camerounais et la mission diplomatique transalpine conviennent de la réalité d'une exploitation au rabais des potentialités de richesses de la relation.

L'évaluation des visites conjointes des Chefs d'Etat italien et camerounais à Rome et à Yaoundé a ouvert d'innombrables opportunités aux acteurs économiques des différents pays. Des établissements publics administratifs aux sociétés privés, des niches de créations de la valeur sont mobilisables. Mais en l'état la capacité d'appropriation demeure très marginale. Dans le format actuel, les parties s'orientent vers une interdépendance de valeurs. Ceci par la mise en relation des entrepreneurs privés notamment les chaines de production. Dans le secteur de l'agro-industrie, le moringa camerounais est en processus d'industrialisation afin de renforcer les capacités nutritives des pâtes alimentaires italiennes. Il en est de même de la filière manioc qui intéresse les industriels italiens. Avec la Société de développement et d'exploitation des productions animales (sodepa), les entreprises italiennes vont collaborer à la construction d'abattoirs industriels et d'entrepôts. La production laitière par le croisement des vaches élevées dans les deux pays est également prévue. Tout comme le développement de la production du cuir dans les régions septentrionales. Le secteur des bâtiments et travaux publics bénéficie également du compagnonnage camerouno-italien. Le programme de construction des logements sociaux de Mbankomo, le complexe multisport d'Olembe, les tronçons routiers Ebolowa-Akom II-Kribi et Djoum-Oveng près de la frontière congolaise.

Ces projets sont pour la plupart en gestation et ne garantissent pas encore les mutations escomptées. Plusieurs champs sont encore en exploration. Non seulement la réalisation effective des projets présentés doit être effective mais la multiplication est possible. On peut évoquer l'exploitation industrielle du marbre à Figuil, l'extension de la Sonara, la centrale thermique à Gaz de Limbe, la fabrication des intrants agricoles notamment des engrais. Le secteur privé, quant à lui, invite le gouvernement à réfléchir à une agence de promotion des exportations comme institution d'intelligence économique et de veille stratégique. Le Cameroun et son économie, dans une perspective de réduction de la pauvreté ont besoin d'une Italie se positionnant la transformation locale.

9 MILLIARDS POUR LE DÉVELOPPEMENT

Les régions septentrionales (Extrême Nord, Nord et Adamaoua) et la région de l'est Cameroun sont les cibles des fonds alloués à la remise de la dette italienne. Sur la période 2016-2018, l'enveloppe de 9 milliards est prévue pour les domaines d'interventions tels que l'éducation, la santé, l'assainissement et l'urbanisation rurale. Les projets se concrétisent en construction des salles de classe, des centres de santé intégré et centres médicaux d'arrondissements, construction des forages, des ponceaux sur petites rivières et la réhabilitation des pistes rurales. En 2016, les interventions ont bénéficié de 3 milliards 550 millions 650 mille FCFA. Les projets de 2017 ont été exécutés à hauteur de 4 milliards 509 millions FCFA. Estimé à 4 milliards 624 millions FCFA, l'enveloppe de 2018 devrait recevoir une nouvelle créance pour la mise en œuvre des 400 projets retenus pour cet exercice. Rappelons que dans le cadre de l'annulation de la dette issue de l'initiative PPTE, l'Italie a apuré 99,3 milliards de FCFA vis-à-vis du Cameroun sur la période 2006-2042.

LE CHIFFRE

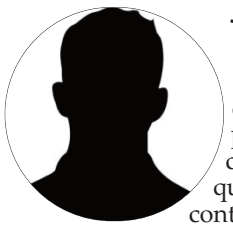
9,8

MILLIARDS FRANCS CFA

Le projet «*S'attaquer a`la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans dans les régions de l'Extrême-nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est*», dans lequel sont engagés le gouvernement camerounais et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), va bientôt entrer dans sa seconde phase. Pour accompagner ledit projet, le gouvernement allemand vient de mettre le pactole ci-dessus mentionné à la disposition des autorités camerounaises. Cette contribution permettra d'étendre les activités à un total de 68 districts de santé, soit 31 de plus que durant la première phase, afin de couvrir la totalité des régions ciblées par le projet. De manière plus spécifique, cette action contribue à améliorer la couverture et la qualité des interventions nutritionnelles en faveur des enfants de moins de 5 ans et des femmes en âge de procréer dans les régions les plus touchés de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est, à travers 4 composantes principales: la prise en charge adéquate des cas de malnutrition aigüe sévère, l'amélioration de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, la lutte contre les carences en micronutriments et le renforcement des capacités des communautés, des dirigeants et des systèmes en termes de prévention de la malnutrition.

L'HOMME

S.E. ANATOLY G. BASHKIN



Dans son pays, les soins de santé font aujourd'hui l'objet d'une attention beaucoup plus grande et d'un financement bien plus important qu'auparavant. Des relations contractuelles, nouvelles méthodes de règlement des soins médicaux, systèmes de détention de fonds et autres innovations en matière de financement de la santé, tel se présente, de façon ramassée, l'arsenal mis en œuvre en Russie depuis le début des années 2000. C'est ce dispositif que l'ambassadeur de la Fédération de Russie au Cameroun est allé présenter au ministre camerounais de la Santé publique le 26 février dernier à Yaoundé. Au cours des échanges, le diplomate russe a proposé au ministre de la Santé publique des moyens pour aider dans la lutte contre les maladies et pour la formation des praticiens en médecine. A propos de ce dernier volet, S.E. Anatoly G. Bashkin envisage une augmentation du nombre de bourses allouées aux étudiants camerounais. Il a également proposé de l'aide à André Mama Fouda pour la création d'un corps de médecine de catastrophe.

L'AGENDA

05 AU 06 MARS 2018

Tenue à Libreville (Gabon) du sommet des chefs d'Etat du Conseil de paix et de sécurité (Copax) de la CEEAC. Ces assises sont précédées du 03 au 04 mars du Conseil des ministres et de la Commission de défense et de sécurité(CDS) du 28 février au 01er mars 2018.

06 AU 07 MARS 2018

Hôtel Franco à Yaoundé, tenue de l'atelier sur la mise en œuvre des traités relatifs à la circulation et au commerce des armes. Les réflexions sont placées sous l'égide de la Délégation régionale du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour l'Afrique centrale.

19 AVRIL 2018

Ouverture à Yaoundé de la rencontre des bailleurs de fonds internationaux (Banque mondiale, Délégation de l'Union européenne, Banque africaine de développement, Agence française de développement). Conduite par Business France, ladite rencontre s'étend jusqu'au 20 avril 2018. Elle offre une occasion de faire le point sur la réserve de projets en cours et ceux à venir autour de l'ensemble des bailleurs représentés dans le pays.

GRÈVE DES ENSEIGNANTS

Les politiques s'invitent au mouvement

Jean-René Meva'a Amougou

Deux cercles d'analyses se donnent des coups à cause des revendications des jeunes professeurs.

La grève dite du «Nouveau collectif des enseignants indignés» a fini par ébranler la sensibilité des hommes politiques. Au lendemain de l'interpellation le 27 février 2018 et de l'audition d'une cinquantaine d'enseignants par les services spécialisés, Me Akere Muna, avocat au barreau du Cameroun a annoncé son soutien aux enseignants et promis de réunir tous les moyens devant concourir à leur remise en liberté. Sous la bannière du mouvement Now qui encadre sa candidature à la prochaine présidentielle au Cameroun, cet homme politique a publié un communiqué. Le document fournit quelques détails sur le sort d'enseignants arrêtés le 27 février et détenus dans les locaux du Groupement spécial d'opération (Gso) à Yaoundé.

Les enseignants en grève.

«Récup»

«*S'il est bien dans son rôle, on ne peut s'empêcher de soupçonner Me Akere Muna de récupération politique de cette affaire qui suscite beaucoup d'émoi au sein de l'opinion publique*», estime Protais Nkoudou. Ce militant du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) dans le Mfoundi s'indigne d'ailleurs du fait que des activistes politiques se sont empressés d'établir le lien entre le sort des jeunes enseignants et le mépris des autorités publiques en charge des dossiers d'intégration et d'avancements. «*Tout cela est suffisamment intéressant pour permettre au gens avides de gloire vers le sommet. Pour cela ils sont assez habiles pour se projeter eux-mêmes en première ligne en affichant souvent avec un certain bluff leur fantasme*», analyse Protais Nkoudou.

Aucune visée

En face, voilà qui est fait : les opposants au régime de Yaoundé sont sortis du bois pour «*décrypter la grossière tentation à tout politiser au Cameroun*». Joe Ndom, un militant du Social democratic front (SDF), la solidarité se confond juste avec activisme tous azimuts. Et relativement au mal-être des jeunes sortis des écoles normales supérieures du pays, l'intérêt des hommes politiques est soutenu par un objectif : constituer peu à peu une contre-société. «*On ne peut pas espérer prendre le pouvoir si on n'est pas capable de démonter l'idéologie dominante et de proposer un projet alternatif*», détaille Eric Djomo. Récusant le terme «récupération», qu'il juge pas assez constructif, le conseiller aux affaires sociales De l'Union démocratique du Cameroun(UDC) confirme néanmoins vouloir «*proposer une société alternative*» en bousculant les habitudes politiques inculquées par ce qu'on nomme le «système». Et ce, à grande échelle: «*On veut toucher des centaines de milliers de gens, faire de notre action un phénomène de masse*».

Dans cet esprit, la création d'une galaxie de partis politiques solidaires aux revendications du Nouveau collectif des enseignants indignés du Cameroun est dans le pipe. Le Pr Célestin Noudjom qui le coordonne explique cette démarche par la conviction ancrée chez les politiciens (ceux de l'opposition) que «*le régime qui tient cette affaire de salaires des enseignants peut céder à n'importe quel moment*».

CONDITION FÉMININE

Le Minproff, gardien bon œil

Jean-René Meva'a Amougou, source: Minprof

Créé sous l'ère Biya, ce département ministériel mène son action sous l'aiguillon de deux programmes techniques et d'un programme support.

La Femme est à l'honneur ce 08 mars. Au Cameroun, cette journée est placé sous le thème «*Intensifier la lutte contre les discriminations à l'égard des femmes, renforcer le partenariat pour le développement durable*». Un libellé qui, de l'avis des observateurs, trahit toute l'attention que le gouvernement porte à l'égard de la gent féminine du pays.

Au ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (Minproff), un socle de travail est disponible. Il s'agit de deux Programmes techniques et d'un Programme support. Les trois outils permettent d'œuvrer à la fois pour la promotion de la Femme et du genre, le développement de la famille et protection des droits de l'Enfant et le développement institutionnel et la gouvernance.

Concret

Des nombreux éléments disponibles, on retient que le Minproff a été sur le front de la ratification et de la vulgarisation des principaux instruments juridiques internationaux et régionaux de promotion et de protection des droits de la femme (notamment la CEDEF et son protocole additionnel, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et son protocole additionnel relatif aux droits de la femme en Afrique, le traité OHADA, etc.).

En plus de son implication à la rédaction de quelques rapports (Rapport- Pays sur la mise en œuvre de la plateforme d'action de Beijing (Beijing +20 ; Rapport- pays sur les 12 domaines critiques de Beijing ; Rapport d'étapes de mise en œuvre de la Décennie de la femme Africaine 2010-2015), cette institution gouvernementale a également procédé à la mise en place de Points Focaux et de Comités Genre dans toutes les administrations publiques et parapubliques. Ceci à l'effet d'assurer le suivi de la prise en compte des besoins spécifiques des femmes dans la définition, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques publiques et les pratiques institutionnelles.

Politique de proximité

Difficile de ne pas mentionner la mise en place de 48 Comités Locaux de lutte contre les mutilations génitales féminines dans les zones foyers (Extrême-Nord, Sud-Ouest, Centre). Ceux-ci jouent en même temps le rôle de sentinelle, de brigades de dénonciation et d'unités de counseling, de sensibilisation et de plaidoyer à l'intention des acteurs. Ces structures de veille et de surveillance de proximité, qui fonctionnent en même temps comme un système d'alerte, s'intègrent dans la stratégie nationale de lutte contre ce fléau qui fait partie des violences faites aux femmes.

Promotion économique

Ici, on parle surtout de la promotion de l'entrepreneuriat féminin, du renforcement des capacités des femmes et de la réduction de la fracture numérique. Pour l'essentiel, l'on retiendra la mise en place de divers programmes et projets : le Programme d'Appui à la Promotion de l'Entreprenariat Féminin (PAPEF) pour un montant de 07 milliards, destiné au financement des projets économiques des femmes, avec un volet accompagnement des promotrices et formation des formateurs ; le Projet Genre et accélération de l'Autonomisation Economique des Femmes le long du Corridor Batchenga-Ntui-Yoko-Lena ; le Projet d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement en milieu rural et semi urbain (PAEPA) ; la composante Genre du Projet d'Investissement et de Développement des Marchés Agricoles au Cameroun (Genre/PIDMA) ou encore la connexion des Centres de Promotion de la Femme et de la famille à internet ;une convention a été signée à cet effet avec le MINPOSTEL, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Central Africa Backbone.

LE CHIFFRE

2500

C'est le nombre de personnes que le Groupe italien Piccini envisage d'embaucher eu égard à l'avancement des travaux de construction du Complexe Sportif d'Olembé, notamment les zones nord, sud et est du stade. Selon un communiqué de presse que le groupe a publié le 26 février dernier, 593 TEU conteneurs de matériaux préfabriqués et équipement sont arrivés la semaine dernière à Yaoundé. Cela ouvre d'autres possibilités d'emplois. En plus d'avoir embauché et formé plus de 1000 camerounais jusqu'à présent, Gruppo Piccini compte, d'ici peu, recruter « de façon organisée et structurée » plus du double de cet effectif ; et conduire sereinement la mise en place des autres zones du stade et une partie de sa structure métallique.

L'HOMME

ANIMBOM AARON ANKIAMBOM

L'enlèvement est devenu l'un des leviers utilisés par les activistes la crise anglophone. Celui de Animbom Aaron Ankiambom, le délégué régional des Affaires sociales pour le Nord-ouest (DRAS-NO) sonne comme une autre situation de crise au cœur de laquelle la vie d'un fonctionnaire est en jeu. Au moment où nous mettons sous presse, l'on est toujours sans nouvelle de ce commis de l'Etat. Toutefois, pour éviter de tels drames, les autorités compétentes sur le terrain se servent de pratiques invisibles pour ne pas démobiliser les autres fonctionnaires en poste dans les régions anglophones du pays. Toutes les techniques de surveillance se multiplient et se perfectionnent aussi bien pour prévenir les enlèvements et, de façon plus générale, de lutter contre le crime organisé. Après l'enlèvement du DRAS-NO survenu le 24 février dernier à Batibo, les services spécialisés se donnent une option de recherche permettant à la fois d'encourager les agents de l'Etat à rester en poste et de rendre compte de la multiplicité des dimensions et des enjeux qui se nouent autour de ces rapts perpétrés par les sécessionnistes.

L'AGENDA

07 MARS 2018

Hilton Hotel de Yaoundé à 10 heures, conférence sur le thème « Comme Elle, devenez leader ». La rencontre est organisée par le cabinet OBIV Solutions en partenariat avec le Minproff, le Bureau international du Travail (BIT) et le Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam).

07 MARS 2018

17 heures, France Alumni Cameroun et le réseau des camerounais diplômés de l'enseignement supérieur français organisent, à l'Institut Français de Douala, un débat-Ciné autour du thème «*Citoyenne et femme : la considération de la femme dans nos sociétés africaines*». C'est à la faveur de la célébration de la Journée internationale de la femme.

15 MARS 2018

Célébration de la Journée mondiale du consommateur. Au Cameroun, ce rendez-vous annuel des acteurs de la consommation sera articulé sur les quatre droits fondamentaux du consommateur (droit à la sécurité, droit à l'information, droit de choisir et droit d'être entendu).

Intégration

SUPPLEMENT AFRIQUE CENTRALE/ MAIN COURANTE

CIRCULATION

Le PDCT-AC renait de ses cendres

Une route en chantier.

En hibernation depuis la 7ème réunion de son organe de suivi tenue à Yaoundé en avril 2016, le Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC) vient de connaitre un grand coup de dépoussiérage. Le processus engagé va vers une programmation 2018-2019 qui s'articule principalement autour de l'organisation des prochaines réunions des organes du PDCT-AC, l'étude d'actualisation de la priorisation des projets du PDCT-AC, l'organisation de la table ronde des bailleurs de fonds, le redéploiement dans la sous-région du Système d'Information Géographique du PDCT –AC et la redynamisation du site internet. Le nettoyage des textes va également permettre de donner une perspective comptable à l'institution notamment pour plus d'efficacité dans la recherche des financements des projets d'infrastructures d'interconnexions régionales et le suivi de leur mise en œuvre.

Dans sa conception, le PDCT-AC se veut un programme commun de développement des infrastructures de transport dans la région. En effet dans son opérationnalisation, le projet bénéficie d'un accompagnement des organes d'intégration des deux communautés d'Afrique centrale. C'est à ce titre qu'à la tête du Comité Opérationnel de Suivi de la mise en œuvre du Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale (COS/PDCT-AC) on retrouve le Président de la BDEAC.

Le PDCT AC a été adopté par les Chefs d'Etats de la CEEAC lors de leur sommet tenu à Brazzaville en janvier 2004. Il est le résultat d'une concertation assidue entre les quatre Institutions membres du COS et les 11 pays de la sous-région: le Bureau sous-régional de Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique (CEA/BSR-AC), la CEEAC, la CEMAC et la BDEAC. Le PDCT-AC constitue donc un cadre de référence qui a permis la mobilisation des ressources pour la réalisation des 55 projets intégrateurs sélectionnés dans le cadre de son Premier Programme Prioritaire dont les trois grandes composantes : (i) les infrastructures de transport, (ii) la facilitation du transport et du transit et (iii) le Système d'Information Géographique (SIG) en Afrique Centrale.

Les projets routiers du PDCT-AC sont composés des routes transafricaines, des chainons manquants du réseau communautaire de la CEEAC adopté le 27 février 1988 et du réseau prioritaire et intégrateur de la CEMAC adopté le 20 juillet 2000. Il s'agit essentiellement de la réalisation des liaisons intercapitales, des corridors de transit et des liaisons d'interconnexion permettant le maillage du réseau.

Zacharie Roger Mbarga

INDICATEURS

150 milliards pour l'agriculture dans la CEMAC

L'agriculture, un défi à relever en Afrique centrale.

Le chiffre est de la Commission économique du bétail, de la viande et des ressources halieutiques (Cebevirha). L'agence d'exécution de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) veut lever 150 milliards pour réaliser sa vision qui est de faire de la cebevirha à l'horizon 2025, une institution de référence pour les Etats et les partenaires en matière d'appui au développement durable des ressources animales, halieutiques, aquacoles et des échanges au bénéfice des populations de la Communauté. La situation socio-économique de la zone CEMAC est caractérisée par la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Ces deux phénomènes sociaux déjà très répandus dans la CEMAC se sont aggravés durant les dix dernières années à cause des crises socio-économiques qui se sont révélées comme étant la cause et la conséquence des problèmes militaro-politiques qui ont secoué la plupart des pays membres de la CEMAC et les pays voisins. La conjoncture actuelle est à la diversification et à l'introversion des économies de la sous-région. Afin de se positionner comme cheville ouvrière de l'accroissement de la productivité et de la création des chaines de valeurs agricoles, la Cebevirha dresse 150 milliards d'inventaire de besoin. Ce plan a été au patron du gouvernement communautaire, Daniel Ona Ondo, lors d'une séance de travail avec les responsables et le personnel en poste à Ndjamena, au Tchad. Le secrétaire exécutif adjoint de la Cebevirha, Bernard Boutsika Ngavet, a évoqué l'organisation d'une table ronde pour le mois de juin 2018, qui devrait servir à mobiliser les ressources des bailleurs de fonds et donateurs internationaux, au profit du programme de développement de la pêche, de l'élevage et de l'agriculture en zone CEMAC. Bernard Boutsika Ngavet a conclu son propos, en souhaitant que Daniel Ona Ondo pèse de tout son poids auprès du président en exercice de la Cemac, président du Tchad, Idriss Déby Itno, afin que ce rendez-vous soit parrainé par lui, mais aussi et surtout qu'il permette de mobiliser les 150 milliards FCFA escomptés pour véritablement développer ce secteur dans la sous-région. La BDEAC, dans sa nouvelle vision définie dans le Plan stratégique 2017 – 2022, concentre ses efforts opérationnels pour le soutien à la diversification économique des Etats, le financement de projets et programmes intégrateurs d'envergure et l'élargissement de la palette des outils d'intervention de la Banque pour le soutien au secteur privé, en particulier les PME-PMI. Elle devrait donc participer à cette opération.

THERMOMÈTRE

RCA: le tribunal pénal spécial se précise

Le Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission des Nations Unies en RCA (MINUSCA) Parfait Onanga-Anyanga, en mission auprès du Conseil de Paix et de sécurité de l'ONU, a livré un rapport informatif. Celui-ci présentait le travail entrepris par le gouvernement centrafricain pour rétablir la présence de l'Etat et renforcer les institutions démocratiques nouvellement mises en place. Les actions des autorités centrafricaines ont également contribué au raffermissement de l'appareil judiciaire national. Les occurrences portent dans premier mouvement sur la mise en place des Cours d'appel de Bangui et Bouar et concernent en second abord la consolidation de l'organigramme de la Cour Pénale Spéciale (CPS) en RCA. Une « dynamique positive » pour le diplomate onusien. La CPS est un tribunal « hybride » dont la compétence s'étend aux violations graves des droits humains et du droit international humanitaire commises depuis 2003. Créée officiellement en juin 2015, la CPS est entièrement intégrée à l'appareil judiciaire centrafricain et se compose de juges et personnels nationaux et étrangers. Présentement, Tousssaint Muntazini Mukimapa, un ancien magistrat militaire de la République Démocratique du Congo (RDC) a été nommé procureur spécial en février 2017. La CPS est actuellement fortement soutenue par la MINUSCA et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Sa priorité reste les infrastructures et la capacité d'ouvrir des enquêtes. Et cette activité demeure laborieuse car les besoins en financement sont énormes. En effet, seuls cinq millions de dollars sur les sept demandés pour les 14 premiers mois de la Cour ont été obtenus de la part des bailleurs de fonds dont les États-Unis, la France et les Pays-Bas ainsi que de la MINUSCA, et il semble y avoir peu de promesses de financement de la CPS au-delà de cette période initiale. Financée exclusivement par des contributions volontaires, il est difficile d'imaginer comment la CPS pourra échapper à des crises financières comme celles qui ont déstabilisé et nui au travail du Tribunal spécial pour la Sierra Leone et qui continuent encore aujourd'hui d'affecter le travail des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens. Avec la mise en place de la CPS, c'est la première fois qu'un tribunal hybride travaillera dans un pays où des enquêtes de la Cour pénale internationale (CPI) ont été ouvertes, ce qui pourrait constituer une importante innovation surtout s'il y a une réelle coordination entre la CPI et la CPS.

ZRM

MARCHÉS

CEMAC : le grand défi de l'inclusion financière

Pour le Fonds Monétaire Internationale, l'inclusion financière renvoie à la proportion des particuliers et entreprises ayant recours à des services financiers. La Banque Mondiale soutien cette définit et renchérit pour souligner que cette gamme de produits et de services financiers doit être : (i) utile aux particuliers et entreprises ci-dessus ; (ii) adaptée à leurs besoins (transactions, paiements, épargne, crédit, assurance, …) et (iii) proposée par des prestataires fiables et responsables. Avec à peine 10% de sa population bancarisée, la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) est l'une des régions d'Afrique où l'inclusion financière accuse un important retard. Même avec le bon de la monnaie électronique, l'accès des populations aux services bancaires a été freiné au fil des ans par un ensemble de facteurs. Notamment les coûts des services bancaires en inadéquation avec le niveau de revenu des populations, la faible densité des réseaux bancaires particulièrement absents des milieux ruraux, l'inadéquation de l'offre bancaire proposée notamment aux particuliers, la prépondérance du secteur informel dans les échanges économiques, le fait culturel qui tend à favoriser des échanges sans intermédiaire entre les individus. Cinq indicateurs peuvent être mobilisés ici à savoir : les ratios crédit au secteur privé sur PIB, la masse monétaire sur PIB, la masse monétaire sur réserves totales, le capital sur actif et les prêts non productifs sur le total des prêts bruts. Ces indicateurs du développement financier mesurent essentiellement la profondeur et l'efficacité de l'activité des intermédiaires financiers. Ils s'avèrent pertinents pour la CEMAC parce que les banques commerciales assurent presque la totalité des financements externes. Autre indicateur, le nombre de guichet automatique par 1000 habitants de la Cemac n'atteint pas 1. Pour y remédier, la Cemac édicte deux principes généraux. Reconnaitre que l'intensification de l'inclusion financière est une affaire de tous, les Gouvernements, la Banque Centrale et le secteur privé. A cet effet, les Gouvernements et les banques centrales devraient contribuer à la promotion de l'inclusion financière en offrant un cadre réglementaire et un environnement des affaires judicieux (notamment en garantissant un environnement concurrentiel). Le secteur privé a quant à lui été appelé à jouer un rôle de pointe en développant et en utilisant de nouvelles technologies pour offrir des services adaptés aux plus démunis et aux isolés géographiques. Par la suite, solliciter le soutien du FMI aux initiatives des États de la zone, en synergie avec la Banque Mondiale et les initiatives du G20 dans le cadre d'une assistance technique et des conseils d'experts.

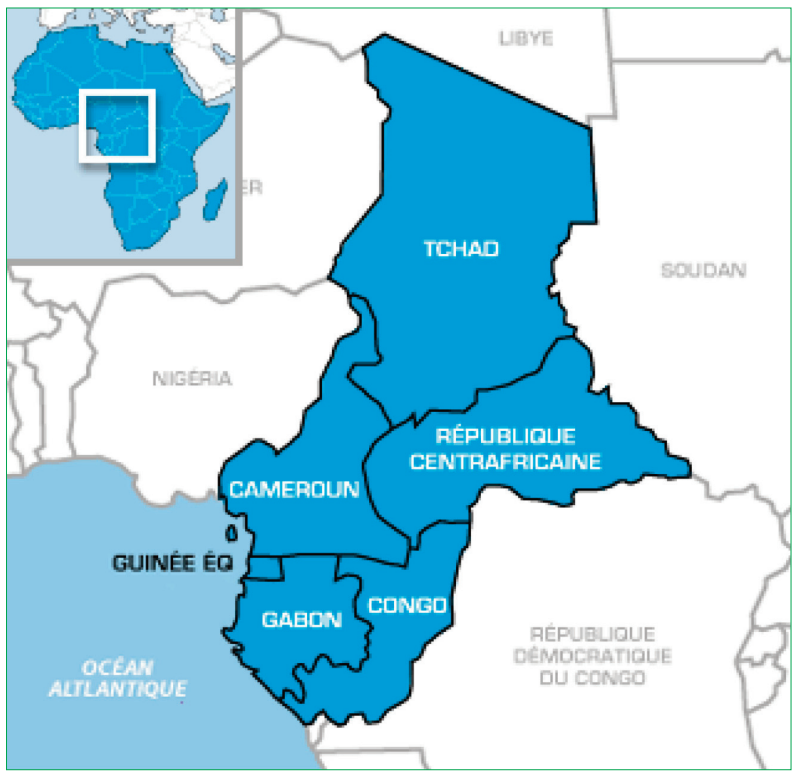
ZRM

CEEAC : l'instabilité fait son lit

Zacharie Roger Mbarga

Après la corne de l'Afrique et le sahel, l'Afrique centrale parait comme l'une des régions du continent dont le niveau de fragilité sécuritaire est très élevé.

L'Afrique centrale est une zone de tensions fortes et récurrentes. Quatre types d'insécurité préoccupent la région: le terrorisme, la piraterie maritime, la criminalité ou banditisme transfrontalière, les crises et roubles socio-politiques. Outre Sao-Tomé et Principe, tous les pays de l'Afrique centrale sont confrontés à l'une de ces situations. La sous-région d'Afrique centrale est depuis ces dernières non seulement le théâtre des conflits armés, des violences politiques, des déplacements massifs des populations, mais aussi et surtout le terrain des rivalités et convoitises des puissances extérieures.En effet, les rebelles de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) ougandaise sont non seulement actifs dans le nord-est de la République Démocratique du Congo (RDC) où écument déjà des dizaines de groupes armés, mais ont également rejoint la République Centre Africaine (RCA) qui est elle-même en constante instabilité politique et malmenée par les coupeurs de route ou les anciens militaires en débandade. La RCA est devenue depuis le coup d'État de mars 2012 la principale préoccupation de la CEEAC au point d'absorber les attentions de la sous-région pour restaurer un minimum de sécurité là où l'instabilité politique s'est muée en conflit inter–communautaire, impliquant les appartenances religieuses.Dans le bassin du lac Tchad on constate



la résurgence de la menace terroriste de l'extrémisme islamique du groupe nigérian Boko-Haram qui menace non seulement le Nigeria, mais s'est étendu sur le Cameroun et le Tchad, tout en menaçant la RCA.
Quant à l'insécurité maritime, sa manifestation de départ était la piraterie à la fin des années 1990 avec pour épicentre la région du Delta du Niger, sur la côte du Nigéria. D'où elle a progressivement essaimé vers d'autres pays riverains, en s'appuyant sur des réseaux de criminalité. C'était l'époque du MEND, Mouvement pour l'Émancipation du Delta du Niger, dont les actes de piraterie contre le secteur pétrolier relevaient de la survie économique et du brigandage ordinaire. Un cap a été franchi entre 2010 et 2011, avec la multiplication des actes de piraterie commis en haute mer et recourant à des modes opératoires proches de ceux observés au large des côtes somaliennes. Les attaques perpétrées en golfe de Guinée prennent de plus en plus la forme de raids et détournements de bateaux, impliquant un niveau élevé de violence, jusqu'à terre. La piraterie en golfe de Guinée est désormais le fait de réseaux très organisés, disposant de ressources et des compétences significatives qui dépassent souvent celles des États.
Ce contexte géopolitique et sécuritaire donne à voir une Afrique centrale en pleine mutation, qui rend complexe la structuration de la conflictualité dont elle est en proie. Non seulement les conflits et l'insécurité sont multiformes, mais les États disposent très peu des capacités d'anticipation et d'adaptation. Au contraire, des facteurs aggravants tels que la porosité des frontières, l'extrême pauvreté matérielle des populations, la mauvaise gouvernance des ressources du sol et du sous-sol (hydrocarbures et minerais), ainsi que la défaillance des services publics de l'État dans certaines parties de leurs territoires exacerbent les conflits.Pareillement une combinaison de menaces cerne la sous-région: le narco-terrorisme et Boko Haram à l'extrême nord du Cameroun, au Tchad et dans une moindre mesure en RCA ; le braconnage industriel et le trafic de drogues ou d'armes en provenance et en partance des deux Soudans; l'insécurité maritime dans le Golfe de Guinée; et la montée en puissance au sein de certains États d'une forme de criminalité dite « rituelle »1. Cette évolution ne fait que confirmer toute la pertinence d'une stratégie de coopération régionale aussi bien à travers la Communauté Économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) - qui a mandat de la paix et de la sécurité régionale dans le cadre de l'Architecture de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine (APSA) - que la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs (CIRGL).
Les nouveaux enjeux géopolitiques en Afrique centrale sont pluriels. Les questions de bonne gouvernance, de respect des droits humains et des normes sociales et environnementales sont devenues prioritaires. La montée en gamme de produits et la diversification des productions supposeraient à la fois des pôles de compétitivité autour des territoires et des insertions dans les segments intégrés aux processus productifs techniques et cognitifs mondiaux, notamment par le biais des firmes multinationales. De très nombreux problèmes d'envergure planétaire comme le changement climatique, l'instabilité des marchés, les risques épidémiologiques et le terrorisme concernent l'Afrique centrale.

Les déterminants d'une région crisogène

Zacharie Roger Mbarga

Les facteurs de tension et d'insécurité dans la région sont pluriels mais bien connus. Ils se rapportent essentiellement à des insuffisances managériales des ordres gouvernants.

L'actualité de la sécurité de la sous-région est accaparée par les trois pôles géographiques sensibles et fragiles d'Afrique centrale. D'abord la région des Grands Lacs avec pour épicentre la République Démocratique du Congo (RDC) et dans une moindre mesure le Burundi, son voisin ; ensuite le fragile bassin du Lac Tchad impliquant la partie septentrionale du Cameroun, le Tchad et la République Centre Africaine (RCA), et enfin le golfe de Guinée où la piraterie, les trafics maritimes illicites et les attaques en mer touchent le Cameroun, le Gabon, la Guinée Équatoriale, Sao Tomé et Principe.
Les diagnostics établis sur les facteurs de l'insécurité en Afrique centrale mettent en lumière les éléments suivants : la situation de crise économique chronique depuis plusieurs décennies, la longue série de turbulences politiques et militaires, les carences en matière de pratique de la gouvernance, la détérioration de la sécurité dans un contexte de conflit régional, la mobilisation des groupes de jeunes sans emploi dans diverses forces paramilitaires ou informelles (rebelles, coupeurs de route, bandits), la centralisation du pouvoir, l'exclusion politique dans le processus de prise de décision et les dérives autoritaires. Plus précis encore, le Comité Consultatif Permanent des Nations Unies chargé des Questions de Sécurité en Afrique Centrale (CCPNUQSAC) permet à la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) de présenter le panorama géopolitique et sécuritaire de la sous-région. Il s'articule autour de quatre enjeux majeurs, à savoir :

- les dysfonctionnements politiques et institutionnels d'un côté, la fragilité des processus démocratiques avec des conflits électoraux de l'autre ;
- la sécurité intérieure et transfrontalière menacée à la fois par des trafics illicites, par des groupes armés ou des groupuscules terroristes marqués par leur propension à multiplier des ramifications transfrontalières ;
- les enjeux liés à la gouvernance, à la situation humanitaire et aux droits de l'homme ;
- la situation interne dans plusieurs États minés soit par l'instabilité politique quasi chronique soit par l'insécurité causée par des groupes armés.

L'Afrique centrale est l'une des sous-régions d'Afrique qui subit le plus de violence. Si certains Etats connaissent une violence politique quasi cyclique, d'autres semblent être à l'abri de ces violences à répétition, les dégâts collatéraux de l'insécurité de leurs voisins entretiennent chez eux le redoutable phénomène de coupeurs de routes, de criminalité transfrontalière et banditisme de grand chemin. L'insécurité dans cette partie du continent demeure une préoccupation majeure, car elle y hypothèque tous les efforts de développement. La dynamique conflictuelle de ces dernières années a permis la redéfinition de nouvelles frontières, la délimitation de nouveaux espaces politiques et la régionalisation sécuritaire comme enjeu de la souveraineté des Etats.Depuis la fin de la période d'« hibernation » de la CEEAC et son recentrage sur les questions de paix et de sécurité, la prévention des conflits est devenue une des priorités de la coopération sous-régionale. En témoigne l'article 4 du Protocole du COPAX, qui indique que le Conseil a pour objectifs de prévenir, gérer et régler les conflits, d'entreprendre des actions de promotion, de maintien et de consolidation de la paix, de promouvoir les politiques de règlement pacifique des différends, de coordonner l'action des pays membres contre le phénomène de l'immigration clandestine ou encore d'assurer une gestion concertée du problème des personnes déplacées, des ex-combattants et des réfugiés.

PRÉVENTION DES CONFLITS

PRIORITÉ AUX ACTIONS DE TERRAIN

Elle est validée le 20 février 2018 au cours d'un séminaire organisé par le Centre africain des études internationales, diplomatiques, économiques et stratégiques (CEIDES) à Yaoundé.

Depuis leur accession à l'indépendance, les États de l'Afrique centrale basculent, chaque jour, dans l'enfer des guerres civiles ou interétatiques avec un lourd tribut: pertes massives en vies humaines, vagues de réfugiés, populations déplacées, criminalité urbaine, etc. Les analyses consacrées à la recherche des causes de ces conflits divergent : déclassement de l'Afrique comme enjeu politique et idéologique suite à la fin de la guerre froide, découpage artificiel des frontières par les colonisateurs, désagrégation des États, émergence d'un nouveau bloc offensif ou encore illustration de la théorie des dominos, exacerbée par la répartition transfrontalière des ethnies. Difficile en tout cas de cerner sur le plan théorique la nature de ces conflits.
Dans ce sens, la tenue à Yaoundé le 20 février 2018 d'un séminaire sur le thème «Anticiper les crises multiformes en Afrique centrale» a suscité des interrogations diverses sur le sujet. Pour le Dr Christian Pout, la question majeure est celle de savoir si les différents instruments mis sur pied dans l'espace CEEAC disposent des moyens de leur politique. Cette situation oblige à passer de la traditionnelle diplomatie préventive utilisée à l'action sur les situations préconflictuelles. «*Il s'agit d'une autre conception de la prévention qui consiste à essayer d'agir non sur des acteurs mais sur des situations diagnostiquées comme préconflictuelles, autant que possible en temps utile, c'est-à-dire avant qu'un conflit soit considéré comme probable*», avance le directeur du think tank Ceides. Pour cela, des consultations, des prises d'initiatives, telles que l'envoi de missions d'envoyés spéciaux pour approfondir sa connaissance de la situation et l'aider à décider utilement de la réaction appropriée.

Jean-René Meva'a Amougou

Ouverture de la 5ème Session ordinaire du Conseil des Ministres du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale

48 heures après la clôture des travaux de la 19ème Réunion de la Commission de Défense et de Sécurité (CDS), le tour est revenu aux Ministres du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale(COPAX) de tenir les assises de leur 5ème Session Ordinaire.

Deux allocutions ont été prononcées au cours de la cérémonie solennelle d'ouverture : celle du Secrétaire général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), l'ambassadeur Ahmad Allam-mi et le discours d'ouverture du Ministre gabonais des Affaires Etrangères, de la Coopération, de la Francophonie et de l'Intégration Régionale, chargé des gabonais de l'étranger, son excellence Noël Nelson Messsone.

Au menu de la rencontre, la situation politique et sécuritaire en Afrique Centrale et la recherche et la consolidation de la paix dans l'espace communautaire. D'entrée de jeu, le Secrétaire général de la CEEAC s'est réjoui de la détermination dont les pays de la région d'Afrique Centrale ont toujours fait montre en vue d'apporter des solutions à toutes ces crises. « *La situation sécuritaire du moment nous met une fois de plus à l'épreuve… A cet égard le Président en exercice de la CEEAC, de concert avec ses Pairs, a convoqué les présentes assises pour un examen approfondi de toutes les questions sécuritaires qui constituent des menaces à la paix et à la stabilité de la sous-région*», a tenu à préciser l'ambassadeur Allam-mi.

Abordant le dossier relatif à la Réforme institutionnelle en cours, le Secrétaire général s'est félicité de la cadence à laquelle le processus est conduit par le Comité Technique des Experts des Etats membres et le Secrétariat général, conformément aux conclusions du Conseil des Ministres du mois d'avril 2017.

«*Le processus de la réforme institutionnelle est en très bonne voie et pourrait ainsi s'achever au cours de l'année 2019…Dans cette perspective, je me félicite de la récente Déclaration du Comité Consultatif Permanent des Nations Unies sur les Questions de paix et de sécurité en Afrique centrale (UNSAC), tenue en décembre 2017 à Kigali, qui a souligné l'importance du COPAX et a affirmé son plein soutien à sa réforme comme faisant partie intégrante de la réforme institutionnelle globale de la CEEAC et en harmonie avec l'Architecture de Paix et de Sécurité de l'Afrique (APSA)*».

Photo d'ouverture de la conférence des ministres à Libreville.

S'agissant de la synergie amorcée en 2013 avec la CEDEAO dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram, le Secrétaire général de la CEEAC a appelé les Ministres à intercéder auprès des Chefs d'Etat afin de mener un plaidoyer en faveur de la tenue du sommet conjoint CEEAC-CEDEAO.

En vue d'accroitre la la coopération sécuritaire entre les Etats membres et de renforcer les capacités de nos Etats et celles de la FOMAC et du MARAC face à l'émergence des problèmes d'insécurité transfrontalière de tous ordres, l'ambassadeur Allam-mi a rappelé la proposition de la Commission de Défense et de Sécurité du COPAX de consacrer le prochain cycle d'entraînement de la FOMAC à la problématique des triangles d'insécurité dans la sous-région.

A propos de la Stratégie de sécurisation des intérêts vitaux en mer des Etats membres de la CEEAC du Golfe de Guinée, le Secrétaire général de la CEEAC a déclaré qu'en synergie avec la CEDEAO et la Commission de Golfe de Guinée (CGG), une Stratégie Interrégionale a pu voir le jour et être concrétisée par la création du Centre Interrégional de Coordination (CIC) basé à Yaoundé au Cameroun. Le Secrétariat général de la CEEAC, a-t-il renchérit, travaille présentement pour finaliser cette architecture de sécurisation des intérêts vitaux en mer avec l'activation projetée du Centre Multinational de Coordination de la Zone A., a-t-il conclut avant d'aborder l'épineuse question des difficultés de trésorerie du Secrétariat général de la CEEAC causées par le non paiement des contributions par la quasi-totalité des Etats membres et la non application de la Contribution Communautaire d'intégration dont le cumul des arriérés s'élève actuellement à 92 milliards de F CFA.

L'ambassadeur Allam-mi a salué l'aboutissement heureux des cycles électoraux conduits en 2017 en République d'Angola et en République du Rwanda et formulé le vœu de voir les élections prévues cette année au Cameroun, en RDC, au Gabon et au Tchad, connaître un aboutissement tout aussi heureux.

De même, il a félicité les Etats membres de la Communauté qui ont été élus aux différentes instances de l'Union africaine et des Nations Unies, le cas de la Guinée Equatoriale au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Zacharie Roger Mbarga

Le Sahel sourit à Bruxelles

Enthousiasme européen et prudente satisfaction africaine, le résultat de la conférence internationale de Bruxelles sur le financement de la force militaire du G5 Sahel a sans doute dépassé les espoirs.

Dans un contexte de multiplication des attaques de groupes djihadistes dans le Sahel en l'absence de déploiement des forces ad hoc, la réunion de Bruxelles vient de permettre la couverture quasi intégrale des coûts de fonctionnement la force militaire conjointe des cinq pays. Ils sont estimés à 423 millions d'euros pour 2019 et 414 millions d'euros (soit 271 milliards de francs CFA) de promesses de dons ont été enregistrés. Soit un différentiel à trouver se chiffrant à 9 millions d'Euros. Sur les 414 millions d'euros annoncés vendredi, l'UE contribuera à hauteur de 100 millions, doublant donc son aide actuelle. L'Arabie saoudite a promis 100 autres millions, les Emirats arabes unis, 30, les Etats du G5, 50. La France complétera son effort à hauteur de 8 millions, essentiellement sous forme de matériel. Les Etats-Unis ont, eux, promis l'équivalent de 48,8 millions d'euros d'aide bilatérale. Censée compter 5 000 soldats et agir notamment dans les zones frontalières, où elle a déjà mené deux opérations, la force pourra se mobiliser vraiment au printemps. Pour l'instant, la force française Barkhane, qui compte 4 000 soldats, se déploie. Elle doit être appuyée et, à terme, relayée par la force régionale du G5 (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad). A ce stade, aucune stratégie, aucun agenda ne semble encore prévu selon l'exécutif français. Lequel a tout de suite fait de préciser que l'effort financier pour la force G5 ne visait pas à hâter le départ de l'armée française. Cette mobilisation internationale s'articule non pas seulement autour de la sécurité mais aussi du développement. Quelque 500 projets de développement, chiffrés à 6 milliards d'euros pour la période 2018-2022 et destinés aux zones les plus fragiles, ont aussi été présentés. La France évoque un premier projet de 10 millions d'euros axé sur l'éducation et l'insertion professionnelle dans la région de Mopti au centre du Mali. Elle devrait également s'engager à augmenter de 40 % ses versements à des projets de développement d'ici à 2024, à hauteur de 1,2 milliard d'euros. Quant à l'Algérie, acteur géopolitique essentiel, elle sera simplement représentée par un diplomate de haut rang.

Le président de la commission de l'Union Africaine Moussa Faki Mahamat juge les promesses de dons consenties par les soixante délégations présentes sont «*très encourageantes*». Il reste, cependant, à les concrétiser, a-t-il insisté. La zone sahélienne à sécuriser compte 28 000 km de frontières et s'étend sur 5 millions de km². Pour l'instant, 50 millions d'euros seulement, ceux promis dans un premier temps par l'UE, ont été

effectivement et concrètement débloqués. Afin de pérenniser le financement de la force, les dirigeants du Sahel tentent de la placer sous l'égide de l'ONU, ce qui permettrait de lui assurer durablement des ressources. Mahamadou Issoufou, Président Nigérien et en exercice du G5 Sahel a rappelé qu'il faudra encore mobiliser 115 millions d'euros annuellement pour des opérations qui risquent de durer longtemps. «*Les plus grandes armées du monde ont combattu Daech durant trois ans en Irak et en Syrie*», rappelait-il, en soulignant que la déstabilisation de la Libye après l'opération militaire occidentale avait aussi largement contribué à aggraver la situation sécuritaire de toute la région, en permettant notamment aux réseaux terroristes et criminels de s'approvisionner massivement en armes. Federica Mogherini, Chef de la diplomatie européenne, semble convenir de ce le seul soutien réel et effectif aux pays de la région permettrait de répondre aux deux préoccupations majeures des Européens : le terrorisme et la migration. Soulignant que l'étape de Bruxelles se veut «*très clair, très fort, très puissant*». Sous le lead français, l'UE et ses membres restent les premiers donateurs de la région sahélienne, avec 176 millions (42,51%) de l'apport sur le G5 Sahel y compris 100 millions d'euros de la Facilité africaine de Paix, 8 milliards d'euros d'aides au développement pour la période 2014-2020, montant augmenté de 243 millions d'euros d'aide humanitaire en 2017.

Agent secret: le métier... au féminin

Jean-René Meva'a Amougou

Visionnaires, brillantes et armées d'un courage sans faille, elles sont aussi étonnamment discrètes. À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, Intégration est allé à la rencontre de quelques potiches du renseignement au Cameroun.

Comme des béguines, électriques et félines, C.A. et Y. T n'ont pas peur de s'avachir à nos côtés, nous embrassant de paroles, paroles et paroles. Dans ce hall d'un hôtel yaoundéen, l'image qu'elles offrent est bien vaporeuse. Elle ne permet pas tellement de savoir qui l'on a rencontré. Ce qu'on retient de ces belles créatures, ce sont des « yeux revolver » qui, le temps d'un salut, distillent à la fois une allure sévère et cool. Au-delà, ce sont des femmes capables d'adapter leur voix, capables d'imiter mille accents, de rouler les «r» et de roucouler. Des femmes qui prennent garde cependant à rester sensibles à l'enjeu d'être clean : carrure dessinées dans des robes pincées à la taille, avec, pour l'une, une guipure qui ajoute une touche de décontraction urbaine. Cerise sur le gâteau, des fentes qui, dévoilant une partie des membres inférieurs, donnent lieu à une magnifique image. C'est peu de dire que le reporter est traversé par cette image, et qu'il devient de plus en plus difficile de s'arrêter sur quelque chose: le métier d'agent secret, tel qu'exercé au Cameroun par les femmes.

Premiers traits

Seulement, on vient à bout de cette hébétude quand arrive un ancien Lion indomptable. Une ambiance bon enfant se crée. Si les blagues débitées par ce footballeur émérite emportent tout le monde, elles permettent de distinguer au moins une chose : ce sont des femmes qui s'autorégulent dans le sens d'une ormeta bien tempérée, ne laissant pas au journaliste le soin de fouiller le panier de leur profession. Ni C.A., ni Y. T., personne ne dévie cette ligne, même si, au passage, elles avouent être des «*catholiques pratiquantes qui vont chaque dimanche à la messe, font un peu de gymnastique, n'ont pas un train de vie énorme et qui prennent leur métier comme un challenge*». Et puis, elles coupent court à la discussion fébrile et décousue, reformulant leur refus de s'épancher plus.

En jouant sur les contrastes obtenus à partir de leur attitude, on comprend que ce n'est pas personnel : les deux « gazelles » sont encore en fonction. Qui plus est, elles ont l'impression de ressasser «des banalités». Un ancien haut cadre d'Interpol avait donc bien averti que l'interview ne serait pas facile à conduire, que les femmes agents secret, ont leur tempérament et qu'elles veulent garder «une part de mystère». Autrement dit, qu'elles ne se laissent pas malmener et se protègent derrière une définition extensive de la notion de vie privée et une parfaite connaissance des enjeux stratégiques du temps. «*C'est un schème mental venu du fonds des âges du renseignement* », renseigne une policière à la retraite.

A ce jour, elle fait figure de «vétéran». J.O. comptabilise plusieurs années de service. «*Un parcours durant lequel j'ai côtoyé plusieurs dossiers qui ont fait l'actualité politique, économique et sociale au Cameroun*», brandit-elle fièrement. Reconvertie en administratrice déléguée d'une société de gardiennage, elle donne à son ancien métier la teneur d'une riche et belle activité cachée. Elle dit avoir été, en compagnie de cinq autres femmes, recrutée au troquet du coin, juste après son succès à la première partie du baccalauréat (actuel probatoire) et se jette à corps perdu dans les cours par correspondance. «*Cette époque est révolue ; avant, c'était un marché un petit peu marginal et un peu traité à la légère*», ajuste-t-elle. C'est que depuis, le statut de la femme dans le renseignement a été valorisé. Autrefois mal aimées et considérées (parfois à juste titre, selon notre interlocutrice) comme de dangereuses bourrines, les femmes agents secret au Cameroun bénéficient désormais d'une image positive auprès des structures qui les emploient. «*On a beaucoup évolué dans la bonne direction, puisque les autorités ont, il y a 20 ans, accéléré l'insertion des femmes dans ce corps de métier. Elles sont maintenant des dizaines éparpillées sur l'étendue du territoire, avec des salaires juteux* », assure la sexagénaire. Elle ajoute: «*Maintenant, il faut avoir fait de bonnes études renforcées d'au moins trois modules sur la collecte et le traitement de l'information stratégique ; surtout avec la technologie qui est désormais pointue. Cela est valable même pour les femmes qui sont employées au noir*», confie J.O. qui reconnaît que malgré cela, quelques esprits continuent d'instruire, contre les femmes, des procès en incompétence par le truchement de portraits à charge et autres rapports vénéneux.

«Ce qui se passe dévoile que l'argent va davantage se faire rare dans cette zone, eu égard à un probable tassement des indices. Puisque le climat des affaires s'annonce plus défavorable que ces jours-ci»

«Sauveuses et briseuses de vie»

Voilà qui nous met sur la piste de celles qui ne sont plus en activité. Là encore, il faut trouver des leviers pour les faire parler, bien qu'on ait été recommandé. A J. O., 74 ans, on réussit à obtenir quelques anecdotes pittoresques mais bien réelles illustrant les relations tendues entre les hommes et les femmes du renseignement au Cameroun. «*En avril 1983, un collègue mâle, souvent très grincheux sur le terrain, avait adressé à nos patrons un rapport dans lequel il racontait comment je lui avais sauvé la vie en Centrafrique*». Dans ce pays-là, J.O. était l'unique femme du groupe chargé de débusquer Jean-Pierre Oumboute et Ambang Mbadje, les co-assassins de Dikoum Minyem (époux de Marinette Dikoum, NDLR». «*Ça n'a pas été facile ! Alors que nous étions sur la bonne piste, Oumboute et quelques brigands avaient planifié secrètement de liquider ce collègue. Intuition féminine, je lui ai dit de changer de route tout simplement. Dieu merci, on a fait le boulot et on les a arrêtés...*», raconte-t-elle.

«En avril 1983, un collègue mâle, souvent très grincheux sur le terrain, avait adressé à nos patrons un rapport dans lequel il racontait comment je lui avais sauvé la vie en Centrafrique»

Selon cette «has been», de fringantes demoiselles font des piges dans la profession. Celles-là n'ont pas de statut officiel puisque ne disposant pas d'une carte professionnelle. «*On les utilise pour leur cerveau*». Dans un éclat de rire mal contenu, J.O. assure que celles-là écument les lieux de plaisir, capables de vouer à un suspect un amour chevaleresque pendant des jours, voire des mois, «*juste le temps de la collecte*». Avec du recul elle confesse être fascinée par leur capacité à «*savoir jouer double jeu pendant tout ce temps, à savoir garder le secret, et à être restées fidèle à une cause, alors qu'elles risquent la mort si jamais leur couverture était découverte*».

Sur le sujet, J.O. relate l'histoire d'une «pigiste» et d'un ancien journaliste de la radio publique camerounaise en fin août 1979 à Yaoundé. L'homme de média était, apprend-on, entré en possession de documents top secret de la gendarmerie. «*On a, grâce à une jeune demoiselle, réussi à détecter l'origine de cette fuite, avant d'emprisonner quelques éléments de la sécurité militaire et le journaliste en question… Si cet homme avait imaginé que ça se passerait ainsi...*», soupire J.O.

Déconvenues

L'agréable n'est pas toujours au rendez-vous, hélas ! Parfois, quelques lutins sabotent les initiatives des espionnes. «*Le monde des renseignements est un biotope autarcique et limite aristo, rétif à faire preuve de transparence sur ses rouages les moins honorables; c'est ce que dévoilent très souvent quelques serpents visqueux présents dans les rangs*», déballe un ancien fonctionnaire d'Interpol. Et pour les femmes du métier, insinue-t-il, cela fausse souvent des enquêtes. Cet avis est partagé par G.E, 73 ans, actuellement à la tête d'une association caritative. Elle a travaillé comme espionne à l'ancienne gare routière de Mbalmayo, à quelques encablures du lieu-dit «Poste centrale» à Yaoundé dans les années 80. Elle raconte comment en tant que femme, elle a été contrariée dans la filature d'un percepteur aujourd'hui décédé. «*Un collègue m'a dit que ma féminité ne pouvait pas permettre de solder cette enquête sur le transfert illicites de fonds publics via les cars de transport en commun. Or, il avait flairé le magot et était allé mettre le concerné au courant, moyennant beaucoup d'argent*», se souvient-elle, tentant de comparer les profils moraux des mâles et ceux des femmes. «*Dans ce métier au Cameroun, je crois que nous avons les nerfs d'acier pour ne pas tomber en tentation, à la seule vue de l'argent*», souffle-t-elle.

Femme tout court

A écouter une femme agent secret, on l'imagine contrainte et contrite. On est presque mal pour elle. «*Ce boulot n'est pas du tout ennuyeux. Ce sont toujours les médias qui gâchent un peu les choses ici au Cameroun*», croit savoir J.O. La presse, de son point de vue, se préoccupe plus des «coups bas» portés contre les hommes. Fille de famille au revenu très modeste, bien-pensante, elle dit avoir su, au cours de sa carrière, combiner ce qui se fait et ce qui ne se fait pas. Ce qui se dit et ne se dit pas. Néanmoins, sous ses airs sages, la dame a eu parfois des élans d'indépendance. De rébellion, peut-être aussi, qui sait ? «*Comme toutes les femmes !*», sourit-elle. A Yaoundé, elle se la coule douce avec son époux et quelques petits-enfants dans un quatre pièce au standing respectable. «*Mon mari avait un métier plutôt précaire mais on pouvait s'en sortir à deux en se serrant les coudes, nous n'avions pas de gros besoins*», confie-elle. Féministe durant ses années de service, elle avoue avoir mené d'utiles combat pour que ses filles accèdent à la même instruction que les garçons, pour que les femmes puissent exercer un métier, pour qu'elles aient les carrières qu'elles méritent. «*Pas dans le renseignement en tout cas ; j'ai peur pour elles !*», rigole-t-elle. Dans la foulée, elle n'oublie jamais l'ignominie des attaques, la bassesse de ces quelques belles-sœurs qui, pour dénoncer son métier, ont choisi, délibérément contre elle, un vocabulaire de haine, de mort.

«PAIX ET EFFICACITÉ»?

Quand Paul Biya, le président de la République a, le 02 mars dernier, décidé de reconfigurer l'équipe de Philemon Yang, l'on entendu, ce que les grands communicants de la radio publique nationale ont nommé «paix et efficacité». Il y a eu deux mots, reliés par une simple conjonction, et ils ont été martelés afin de justifier ces décrets présidentiels lus dans la nuit. «Paix et efficacité». Il suffit de parcourir les profils des heureux promus et de ceux qui ont changé de portefeuille. «Paix et efficacité», disent-ils? Nous n'y lisons que jeu de chaises musicales et gestion déguisée de la crise anglophone. En juxtaposant par un grand chambardement, «Paix et efficacité», on dit à demi-mots que l'équipe Yang IV vise surtout à panser les plaies sensibles de la sécurité, à redistribuer le gâteau national sous l'aiguillon de l'unité.

Au gouvernail de la nation, Paul Biya semble porté par la magie du changement et sa fatalité dans les démocraties des temps de crise. Porté surtout par le rejet acharné et quasi maniaque de tout ce qu'il a pu faire par rapport aux crises qui secouent le Cameroun :crise économique et crise identitaire. Ces hydres à mille têtes ne cessent de hanter la pétaudière nationale. Et il fallait peut-être aussi revoir l'équipe… en mettant certains coucous du sérail à la touche et en propulsant vers l'arène de jeu, d'autres coucous. Alternant bien sûr révélations et déceptions.

Le 7 de la dernière heure

Ils accèdent pour la première fois à un poste ministériel ou assimilé… en fin du septennat du prince. Qui sont-ils ?

GEORGES ELANGA OBAM, «Le PM»

C'est le tout premier ministre de la Décentralisation et du Développement local. Mission : parachever le processus et conférer véritablement aux collectivités locales décentralisées plus d'autonomie et de vie. Jusque-là, il était conseiller technique auprès du Premier ministre. Au-delà, il porte aussi une autre casquette puisqu'il est membre du Conseil d'administration de la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (CSPH). On l'avait également vu en 2015 comme Coordonnateur du Secrétariat Technique du Comité de suivi de la mise en œuvre du plan triennal pour l'accélération de la croissance. Georges Elanga Obam a participé à la rédaction du Rapport d'état du système éducatif national (RESEN). Pour le compte du RDPC, il milite dans le Dja et Lobo II (Zoetélé).

GASTON ELOUNDOU ESSOMBA, le dur

Les militants et militantes de la section Rdpc Mefou et Akono Sud-Ouest l'ont à cœur. «Il nous montre l'exemple à suivre», déclarait l'un d'eux au cours d'une récente conférence de section. En même temps, le nouveau ministre de l'Eau et de l'Energie est ferme. La preuve: en septembre de l'année dernière, l'ancien directeur général de la Société camerounaise des dépôts pétroliers (Scdp), a limogé son «frère du village» accusé d'extorsion de fonds à des tiers dans cette structure publique.

NALOVA LYONGA PAULINE, «animal politique»

02 mars 2018, ministre des enseignements secondaires ! En l'espace de 3 mois, cette dame incarne finalement l'«animal politique». Virée de l'université de Buea en juin 2017 par Paul Biya, l'ancienne Vice-Chancellor va rebondir quelques mois après comme PCA de l'Hôpital général de Douala, en novembre 2017, toujours grâce au décret du président. Auteur de plusieurs revues et livres sur la littérature africaine sur les théories féminines, Nalova Lyonga Pauline est titulaire d'un Phd obtenu à l'université d'Ann Arbor dans l'Etat du Michigan aux Etats-Unis.

SAMUEL MVONDO AYOLO, un benguiste au bercail

Selon Journal du Cameroun.com, sa nomination peut être lue comme une surprise quand on sait qu'il remplace Martin Belinga Eboutou, réputé fidèle ami du président. Agé de 61 ans Samuel Ayolo Mvondo est un natif de Sangmélima (région du Sud). De retour au Cameroun, le nouveau DCC, désormais ancien ambassadeur, entre dans la fonction publique en décembre 1985 en qualité de contractuel à la direction de l'Information et passe toute sa carrière dans les services centraux du ministère des Relations extérieures jusqu'à sa nomination au poste de directeur des Nations unies et de la Coopération décentralisée en 1997.En 2008, il est nommé ambassadeur du Cameroun au Gabon. Dix ans plus tard (le 11 avril 2016 précisément), il est propulsé vers Paris comme ambassadeur du Cameroun en France. Il est titulaire d'un diplôme d'Études approfondies (DEA) de science politique obtenu à l'université Jean Moulin de Lyon en France.

MBAYU FELIX, dans la maison

Il est l'une des nouvelles têtes du gouvernement. Secrétaire général du ministère des Relations extérieures, il sera désormais au ministère délégué auprès du ministre des Relations extérieures, en charge de la coopération avec le Commonwealth. Né le 11 avril 1957 à Mankon (Bamenda), il s'est particulièrement insurgé contre quelques-uns de ses collaborateurs du ministère des Relations extérieures (Minrex), où il officiait jusque-là comme secrétaire général. En effet, assurant l'intérim de Lejeune Mbella Mbella (le ministre), ce diplomate avait, en début de l'année en cours, mis en garde certains agents du Minrex enclins à la divulgation des informations stratégiques à des tiers.

GALAX YVES LANDRY ETOGA, sur la galaxie des pandores

C'est le remplaçant de Jean-Baptiste Bokam au secrétariat d'Etat à la Défense en charge de la gendarmerie. Il occupait jusqu'ici le poste de chef de Division des affaires juridiques et des traités au Minrex.

OSWALD BABOKÉ, pasto à la DCC

Un diplomate pour remplacer un journaliste. A 44 ans, l'homme est, avec son épouse Crescence, pasteur d'une église de réveil basée à Yaoundé. Ceux qui le fréquentent allèguent qu'il est aussi excellent communicateurConseiller Technique à la présidence de la république, M. Baboké est un diplomate. Il est le véritable directeur de cabinet de la première dame, chargé de ses affaires privées, de l'envoi de fleurs à la gestion de son agenda. D'aucuns interprètent sa nominations comme «une injection de sang neuf» à la DCC.

ARMAND DJODOM, contre les nids de poules

Voilà un autre secrétaire général de ministère qui a été promu. En effet, le nouveau secrétaire d'Etat auprès du ministre des Travaux publics chargé des routes, occupait le poste de Secrétaire général du ministère des Postes et Télécommunications. Il a pour mission de relever l'énorme défi de la construction et de la gestion des routes au Cameroun.

TASONG NJUKANG PAUL, via la Cemac

Vraissemblablement,il doit sa nomination à son passage remarqué et remarquable à la Commission de la CEMAC, une structure au sein de laquelle il était chargé des infrastructures. C'est donc un capital qui lui permet de gérer les challenges qu'induisent le ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat) où il est chargé de la planification.

LES PERSONNALITÉS ET LEURS PORTEFEUILLES

1) Ministre de l'Administration territoriale
M. Atanga Nji Paul

2) Ministre de la décentralisation et du développement local
M. Elanga Obam Georges

3) Ministre de l'Eau et de l'Energie
M. Eloundou Essomba Gaston

4) Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire
M. Alamine Ousmane Mey

6) Ministre des Enseignements secondaires
Mme Nalova Lyonga Pauline

7) Ministre des Finances
M. Motaze Louis Paul

8) Ministre de la Fonction publique et de la Reforme administrative
M. Joseph Le

9) Ministre des Forêts et de la Faune
M. Ndongo Jules Doret

10) Ministre des Transports
M. Ngalle Bibehe Ernest

11) Ministre délégué auprès du ministre de l'Economie,de la Planification et de l'Aménagement du territoire chargé de la planification
M. Tasong Tchoutang Paul

12) Ministre délégué auprès du ministre des Finances
M. Yaouba Abdoulaye

13) Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures chargé de la coopération avec le Commonwealth
M. Mbayu Felix

14) Ministres chargés de mission à la présidence de la République
M. René Sadi
M. Dion Ngute Joseph

15) Secrétaire d'Etat au ministère de la Défense en charge de la Gendarmerie
Etoga Galax Yves Landry

16) Secrétaire d'Etat au ministère des Travaux publics en charge des routes
Djodom Armand

17) Ministre secrétaire général adjoint à la présidence de la République
M. Elung Paul Che

18) Directeur du cabinet civil de la présidence de la République
M. Mvondo Ayolo Samuel

19) Directeur adjoint du cabinet civil
M. Osvald Baboke

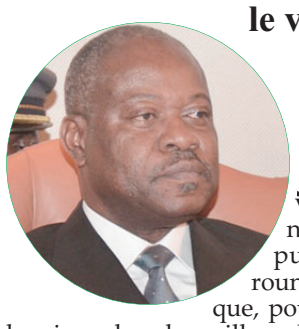
Les coucous éjectés

Avant la soirée du 02 mars 2018, ils étaient presqu'intouchables. En regardant la fiche des « bannis », on n'hésite pas à répertorier quelques causes de leur chute; du moins celles qui hantent l'imaginaire collectif abreuvé d'images cocasses.

BASILE ATANGANA KOUNA, Dans l'eau surfacturée

Lors de la conférence annuelle des services centraux et déconcentrés du Minée en janvier dernier, son œil paraissait avoir la paupière lourde, comme sous le poids d'une inquiétude. Selon des indiscrétions, une rumeur persistante d'une surfacturation de plus de 350 millions de dollars sur le projet Sanaga destiné à fournir à la ville de Yaoundé, un supplément de 300 000 m3 d'eau par jour. Vrai ou faux ? La question n'est probablement plus de savoir (de toute façon, il est trop tard !). Le vrai sujet, c'est que ce fils de Mbalelon I (Ngoumou) dans région du Centre, admirait sa joie de vivre et en faisait même la cause de son incroyable impunité au sein du gouvernement dans lequel il est entré depuis le 9 décembre 2009 comme ministre de l'Eau et de l'Énergie.

MICHEL ANGE ANGOUING, le vrai recalé au concours de l'Enam



Jusqu'au 02 mars au soir, il était le vingt-troisième ministre de la Fonction publique du Cameroun. Certains pariaient que, pour lui, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, au-delà du scandale de l'Enam. Avec cette affaire-là, son cerveau a saigné aux quatre veines pour prouver que, relativement aux résultats définitifs du dernier concours d'entrée dans cette prestigieuse institution, c'est lui qui avait raison. Au lieu de qu'il nous bassine l'opinion avec des preuves de transparence dans les concours administratifs, il n'a fait qu'ajouter à la confusion, en engageant un combat amusé avec Linus Toussaint Mendjana, le directeur (actuel) de l'Enam. Certainement que ce natif de Doumaintang (Est-Cameroun) s'imaginait nouveau visage en odeur de sainteté avec Paul Biya. Que non ! Parce que la vie rêvée est moins vraie que la réalité. Il vient de sortir du gouvernement au sein duquel il a œuvré depuis le 09 décembre 2011.

MARTIN BELINGA EBOUTOU, le moine révoqué

« Diriger un cabinet, c'est facile », s'amusait un jour Jean-Baptiste Baleoken. L'ancien DCC insinuait ensuite que DCC c'est un drôle de métier, âpre, chronophage, dévorant, qui au mieux empiète largement sur la vie privée, au pire la met entre parenthèses. Plus rien n'existe, sauf le désir du président, et quand le président dit «Je veux… », le cabinet cesse de respirer et s'exécute à toute heure du jour et de la nuit. C'est comme entrer dans les ordres. Sont requises, pour prendre les habits de moine, une fidélité absolue, une disponibilité de tous les instants, une foi dans la fonction qui s'apparente à un sacerdoce. Le chef de Nkilzok (Dja-et-Lobo) n'a pas dévié cette ligne de septembre 1996 à décembre 1997, lors de son premier bail à la DCC. Son second séjour au même poste depuis le début de l'année 2010, n'a pas été différent. Seulement, il vient d'être débarqué. Sans ménagement. C'est la règle du jeu, connue à Etoudi et à contre-courant de ceux qui croient que côtoyer le pouvoir (là où se prennent les décisions, mais également les coups), flirter avec le saint des saints, c'est un passeport pour l'éternité.

JEAN-BAPTISTE BOKAM, Entre les lignes du mémorandum de l'Est

Manœuvre efficace, « réac » au regard des « pédagogistes », le « baron » de Bagbezé I (département du Haut-Nyong, région de l'Est) est plutôt « républicain » pour les défenseurs de la méritocratie. Il paraît que c'est aussi avec ce genre de profil que l'on se taille une réputation sous les lambris du palais de l'Unité. Compréhensible donc que Jean-Baptiste Bokam ait été tour à tour promu ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale (16 mai 1988 – 09 avril 1992), ministre des travaux Publics et des Transports (09 avril – 27 novembre 1992), et Ministre des Travaux publics (27 novembre 1992 – 07 décembre 1997). Quand arrive le 22 septembre 2006, il est Secrétaire d'Etat à la Gendarmerie. Ni les uns, ni les autres n'ont pas été surpris par sa nomination. D'aucuns pensent que si les portes du gouvernement lui été réouvertes à cette occasion, c'était parce qu'elle avait «bien manœuvré» pour le compte du RDPC dans son département d'origine. Là-bas, il a parfois décidé, à tous les sens du mot. Souvent pertinentes, parfois polémiques, les initiatives menées par celui que l'on surnommait, jusqu'au 02 mars 2018, « l'hyper-gendarme » connaissent, à chaque fois, un large écho dans la presse nationale. Sauf qu'on le soupçonne d'être l'un des commanditaires du « mémorandum de l'Est », un pamphlet revendiquant un quota élevé des ressortissants du Soleil levant au concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure de Bertoua.

EDGARD ALAIN MEBE NGO'O, sur les rails d'Eseka

Son ascension fulgurante rend d'autant plus douloureux son départ du gouvernement ce 02 mars 2018. Ce d'autant plus qu'il se situe en plein inventaire du septennat de Paul Biya encore en cours. On se souvient que sa venue au ministère des Transports n'est pas allée sans polémiques au lendemain du réaménagement

du gouvernement en octobre 2015. Portée par un nom illustre à Etoudi, Edgard Alain Mebe Ngo'o semblait, il y a peu, investi d'un instinct redoutable dont hérite parfois la descendance des «grands monstres politiques». En janvier dernier, l'homme confiait à la presse que « si tout se passe bien cette année, nous allons faire bouger les choses dans le bons sens si le chef de l'Etat nous accorde encore sa haute attention ». Cette « haute attention » a malheureusement été ruinée (à postéori) par l'émergence, au sein de l'opinion publique nationale, d'un vif débat sur la gestion « très artisanale » de l'accident ferroviaire survenu à Eseka le 21 octobre 2016. Dans cette affaire où la raison d'Etat et la raison du cœur continuent de se livrer un match sanglant, le « Zoételé boy » se coule dans la peau d'un personnage qui l'a marquée. Parce que sur ce coup-là, il avait été d'office désigné comme l'un des symboles de cette intelligentsia « dégénérée » dénoncée à la vindicte publique. Et avec sa sortie du gouvernement, on pourrait craindre une histoire à tiroirs dans les prochains jours.

PHILIP NGOLE NGWESE, perdu dans la forêt du Dja

On l'a vu à la peine le 05 juillet 2017 à Yaoundé, devant les sénateurs fouinant, sans retenue, dans le fait que des milliers d'hectares de forêt auraient été détruits dans la réserve du Dja (Sud-Cameroun). Les parlementaires évoquaient alors le chiffre de 42% en un an et demi seulement. « Aucune déforestation n'a eu cours ou n'est en cours actuellement dans la réserve du Dja », martelait Philip Ngolle Ngwesse qui avait à ses trousses, une ONG. Selon des sources, cette organisation-là a dominé et a finalement eu la tête du désormais ex-Minfof. Et ce malgré les félicitations nourries de l'Union européenne, au sujet de la saisie, durant la nuit du 11 au 12 décembre 2017, de 216 défenses et 81 queues d'éléphants.

ASSURER LES ARRIÈRES

Il en va des gouvernements comme des recettes de pâtisserie. Le succès d'une préparation tient aussi bien du choix des ingrédients que de la précision des dosages. En composant son équipe (sur proposition du PM Philemon Yang), Paul Biya a mêlé quelques personnalités expérimentées à des fidèles de la première heure (Laurent Esso, Louis Paul Motaze ou encore René Sadi) et à un contingent de jeunes loups. Pour pimenter le tout, des figures des zones anglophones ont été appelées à travailler avec ceux cités plus haut, même si « le pack » venu du Nord-ouest et du Sud-ouest pâtit plus ou moins de sa faible notoriété. Mais au final, « c'est un mélange audacieux », selon Jean-Baptiste Atemengue, militant du RDPC. Pour d'autres citoyens, ce gouvernement regorge de personnalités qui sont parvenues à imprimer leur marque sur certains dossiers. C'est le cas de Louis Paul Motaze et Alamine Ousmane Mey. «Deux voisins économiques», ironise Régine Amougou Noma, maire de Yaoundé IV. Et le reste des ministres et secrétaires d'Etat discrets (Laurent Esso) ou mal connus (à l'exemple de Dallas Yves Landry Etoga).

En tout cas, le paysage politique est planté, le gouvernement Yang IV est là. Et si possible jusqu'à la prochaine élection présidentielle puisque, selon les observateurs, ce nouvel exécutif doit «contribuer à la réussite de cette fin de septennat». Élargir la majorité. C'était l'obsession du chef de l'État, en remaniant son équipe gouvernementale. «Le président est déjà dans l'après, souligne un parlementaire qui lui est proche. Il anticipe les difficultés veut installer un duel entre les forces qui le soutiennent et les extrêmes». Au passage, il affaiblit un peu plus l'opposition. «Il faut que cette équipe, anciens et nouveaux, fasse ses preuves avant qu'on les intègre complètement», prévient un cadre du RDPC. « C'est la prime à ceux qui aideront le président à briguer un autre mandat », ajoute-t-il.

Jean-René Meva'a Amougou

Hebdo Intégration

Quartier Nkomkana,
Immeuble Diane
(face station service Total)
Bp: 33 266
Yaoundé-Cameroun

Tel: (+237) 2 43 29 63 03
6 90 02 03 39
6 76 20 37 09

Directeur de publication :
Thierry Ndong Owona

Rédacteur-en-chef
Aboudi Ottou
+237 6 96 17 91 04
6 75 85 01 03
Secrétaire de rédaction:
Patrick Landry Amouguy

Desk Littoral:
Didier Ndengue
+237 6 74 30 56 46

Desk Grand Nord :
Rodrigue Tapeo
+237 6 75 25 59 24

Rédaction :
Thierry Ndong Owona,
Aboudi Ottou,
Jean-René Meva'a Amougou,
Didier Ndengue,
Rodrigue Tapeo,
Rémy Biniou,
Bobo Ousmanou
Zéphirin Fotso Kamga

Correspondants :
Celestin Ngoa Balla
(New York)

Birgit Pape Thoma
(France, Allemagne)

Documentations et abonnements:
Olive Edjang Epesse
+237 6 94 28 13 61

Marketing et Commercial :
Audrey Bella
+237 6 96 03 99 53
6 50 89 57 64

Publicité :
+237 2 43 29 63 03
6 90 02 03 39
6 76 20 37 09

Web site :
www.journalintegration.com

E-mails :
journalintegration@gmail.com
ndongru@yahoo.fr

Impression :
Macacos
Douala

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT

Yaoundé International TRANSPORTS & LOGISTICS EXHIBITION

3rd edition

SALON INTERNATIONAL DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE DU CAMEROUN

Le role des transports dans la marche vers l'émergence et son impact dans le processus de l'intégration sous-régionale

La vitrine Internationale des professionnels des transports et de la chaîne logistique

FORUM SUR LES INFRASTRUCTURES DES TRANSPORTS

FORUM CEMAC Libre circulation des personnes et des biens

ATELIER PREVENTION ROUTIERE

JOURNEE MARITIME

JOURNEE AERIENNE

TRIBUNE DE RECOMPENSE AUX MEILLEURS TRANSPORTEURS

CONFERENCE LOGISTIQUE & AVAL PETROLIER

CONFERENCE TIC & TRANSPORTS

SITRALC

DU 17 AU 21 AVRIL 2018
PALAIS POLYVALENT DES SPORTS DE YAOUNDE

POUR UNE PARTICIPATION TAILLÉE SUR MESURE, CONTACTEZ-NOUS MAINTENANT :

Tél. : +237 242 843 671 / 675 555 519/ 699 007 151

www.sitralc-exhibition.com

Siège Social : Immeuble Tchuis-Square, Château Ngoa Ekelle à côté de l'INJS
BP : 20703 Yaoundé

By Africa Business Club
We believe in Africa

Tél. : +237 242 843 671/675 555 519
Email : sitralcEXPO@gmail.com
www.sitralc-exhibition.com